

Chapitre 7

Une action collective pour combattre la corruption

La crise économique qui frappe le monde ne peut qu'inciter à renforcer la surveillance exercée sur l'utilisation des fonds publics. Ce chapitre présente comment la communauté de développement a progressivement mis au point, au fil du temps, de nouveaux modes d'acheminement de l'aide ayant vocation à permettre de trouver un juste équilibre entre les préoccupations relatives à la corruption, d'une part ; et, d'autre part, à leur engagement en ce qui concerne l'efficacité d'aide. Le chapitre a pour objet de mettre à profit les connaissances et les enseignements acquis sur le terrain, ainsi que le travail du Réseau CAD/OCDE sur la gouvernance pour montrer que les donateurs se mettent de plus en plus à travailler ensemble dans les pays partenaires pour mieux comprendre comment s'adresser à la corruption d'une manière efficace. Les dépenses consacrées par les donateurs à diverses initiatives visant à renforcer la gouvernance n'ont cessé d'augmenter. En outre, des accords internationaux comme la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) font partie de la cohérence des approches contre la corruption de la part des donateurs. Ce chapitre se termine en formulant des recommandations face à la crise pour mieux répondre aux préoccupations du public en ce qui concerne la corruption dans le contexte plus vaste en matière de l'efficacité de l'aide.

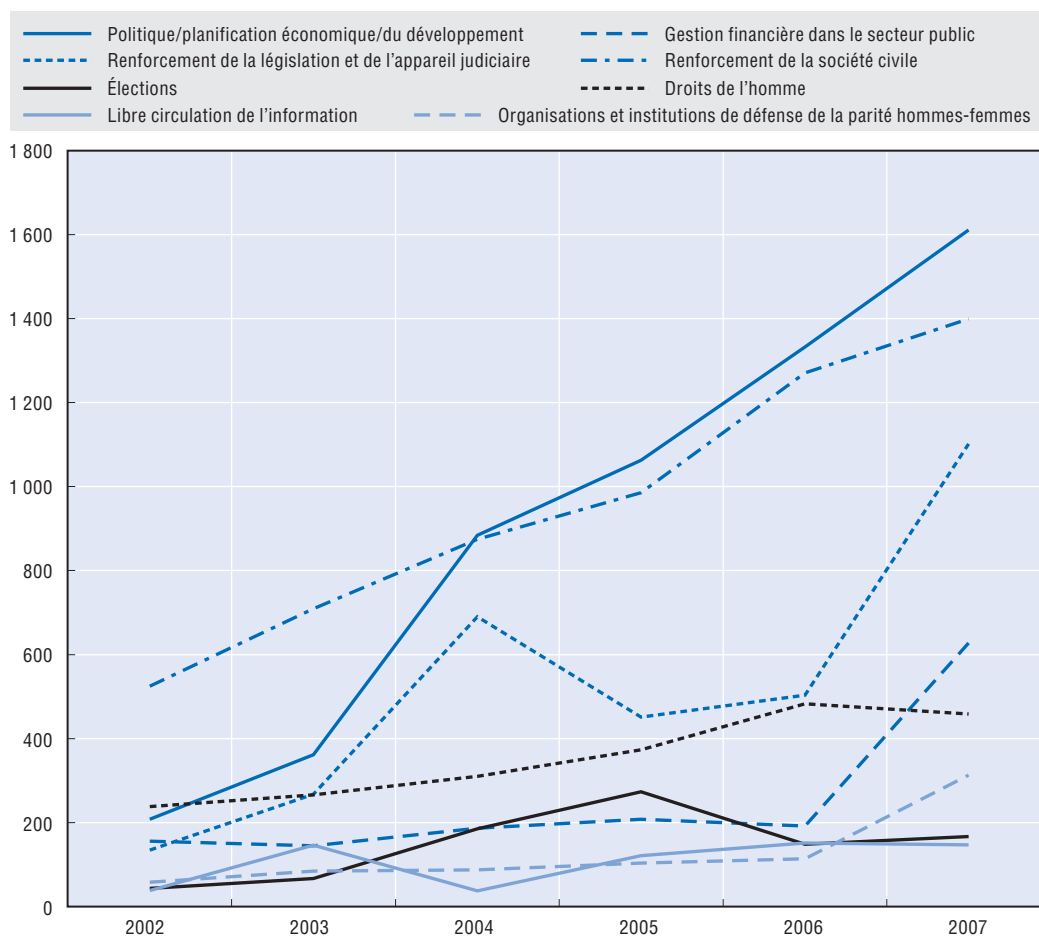
La corruption : une menace pour le développement

« La plus grave menace qui pèse sur l'efficacité de l'aide est la prévalence de la corruption dans les environnements où l'aide est distribuée. » (Carlsson, 2009)


L'idée que les sommes octroyées au titre de l'aide sont dilapidées par des gouvernements corrompus tend à se répandre dans l'opinion publique. Conjuguées à la crise économique mondiale appelant à renforcer la surveillance exercée sur l'utilisation des fonds publics, les difficultés économiques intérieures semblent se traduire par le fait que l'on prête une attention plus soutenue aux budgets alloués à l'aide, d'où une probabilité accrue que les incidents dus à la corruption n'aboutissent à des appels à réduire l'aide. À titre d'exemple,

Graphique 7.1. **Dépenses consacrées par les donateurs au renforcement de la gouvernance, 2002-2007**

Prix actuels, Déremboursements, en millions USD



Source : CAD de l'OCDE, Statistiques du développement international.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/800754426105>

52 % des personnes interrogées lors d'une enquête menée au Royaume-Uni pensent qu'à cause de la corruption qui règne dans les pays pauvres, il est totalement vain de donner de l'argent pour faire reculer la pauvreté dans ces pays (DFID, 2009). Les gouvernements des pays de l'OCDE ont clairement un rôle à assumer pour tenter de prévenir et combattre la corruption, et on assiste à présent à une prise de conscience des raisons pour lesquelles les pays donateurs sont en partie à l'origine du problème – et des moyens par lesquels ils peuvent apporter une partie de la solution.

Les donateurs ont mis au point des modes d'acheminement de l'aide ayant vocation à permettre de trouver un juste équilibre entre les préoccupations relatives à la corruption d'une part, et les priorités en matière d'efficacité de l'aide et les objectifs de réduction de la pauvreté, d'autre part. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (annexe) contient un plan clair et concret destiné à concourir à l'amélioration de la qualité et au renforcement des effets positifs de l'aide au développement grâce à des efforts de lutte contre la corruption. Les invitations à améliorer la cohérence des politiques se font aussi de plus en plus pressantes dans les situations, par exemple, où les stratégies destinées à récupérer les fonds affectés au développement qui ont été détournés de leur objet sont étayées par des stratégies complémentaires s'attaquant au secret bancaire. Les efforts de lutte contre la corruption déployés par les donateurs se sont essentiellement articulés autour de programmes destinés à renforcer les mécanismes mis en place dans les domaines où le risque de corruption est le plus élevé, notamment les systèmes de passation des marchés et de gestion des finances publiques. Par ailleurs, les conventions internationales telles que la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) et la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales (Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption) devraient contribuer au déploiement de stratégies cohérentes par les donateurs.

Jusqu'en 2003, les avancées réalisées par les donateurs sur le front de la lutte contre la corruption étaient très modestes (OCDE, 2003). Les principaux obstacles entravant les progrès étaient l'insuffisance des capacités, la concurrence entre diverses priorités et la multiplication de stratégies de lutte contre la corruption menées au coup par coup. Le CAD s'est attaqué au problème en publiant un document intitulé *Principes pour l'action à mener dans le domaine de la lutte contre la corruption* (OCDE, 2006), dans lequel sont proposées des mesures destinées à organiser une lutte plus efficace et mieux coordonnée contre la corruption, telles que la collaboration avec d'autres donateurs afin d'accéder à une compréhension claire et commune du contexte dans lequel la corruption prend forme et des évolutions qui se dessinent au niveau des pays dans ce domaine ; l'élaboration des principes devant régir une réponse commune du CAD de l'OCDE face à la corruption ; l'intégration de toute action nationale contre la corruption dans l'action menée au niveau international du côté de l'offre sur des questions telles que la corruption, le blanchiment de capitaux et la récupération des avoirs ; et la mise à profit des enseignements retirés dans le cadre des efforts engagés pour appuyer la mise en œuvre de la CNUCC.

Le Réseau GOVNET¹ du CAD/OCDE a donné suite à ces propositions en formulant, compte tenu des connaissances et des enseignements tirés d'expériences conduites sur le terrain, des recommandations précises sur les moyens que les donateurs peuvent mettre en œuvre pour améliorer les procédures d'évaluation de la gouvernance et mieux combattre la corruption en renforçant la coordination entre eux (OCDE, 2009a et b). Le présent chapitre vise à mettre en relief certaines des principales conclusions et recommandations².

Une compréhension commune de la gouvernance

« Nous devons impérativement tenir compte du fait que pendant des décennies, nous avons versé des milliards au titre d'aide à des pays où la corruption n'a fait que progresser au lieu de reculer. » (Carlsson, 2009)

La corruption résulte, au moins en partie, de la médiocrité de la gouvernance. Pour combattre la corruption, il nous faut comprendre comment fonctionne la gouvernance du secteur public dans un pays et comment s'organisent les circuits du pouvoir tant officiels qu'officieux. La bonne gouvernance n'est pas seulement l'affaire du gouvernement; elle repose aussi sur les partis politiques, le Parlement, l'appareil judiciaire, les médias, la société civile et sur des éléments plus informels de contrepouvoir sur lesquels repose souvent la reddition de comptes dans les pays en développement. Elle dépend des relations qui s'établissent entre les citoyens, les responsables et les institutions publiques et de la manière dont cette dynamique contribue à faire avancer les choses (DFID, 2006).

Les donateurs doivent mener des analyses conjointes de la gouvernance dans les pays partenaires pour s'assurer que leurs décisions soient éclairées par une vision commune des enjeux de la gouvernance ayant des répercussions sur la corruption (OCDE, 2006). Ce type d'analyse se révèle d'autant plus productif lorsque les gouvernements partenaires prennent la direction des opérations et ont la maîtrise des mesures visant à améliorer la gouvernance et à faire reculer la corruption (encadré 7.1) ; c'est également un moyen pour les donateurs de donner plus de poids à des réponses conjointes. Il conviendrait d'étudier dans un premier temps, et c'est là une étape nécessaire, les moteurs politiques et les priorités animant les gouvernements des pays partenaires qui ont des effets sur leur engagement au service de la lutte contre la corruption.

Pourquoi faut-il en passer par des analyses conjointes ? Le Réseau GOVNET est arrivé à la conclusion que les chevauchements et les doubles emplois sont fréquents entre les divers outils d'évaluation utilisés sur le terrain par les donateurs et d'autres parties prenantes : « Il existe de multiples définitions de la gouvernance et une multitude d'instruments d'évaluation... [attestant de] l'existence de pas moins de 45 méthodologies de portée générale, dont beaucoup se recoupent les unes les autres » (OCDE, 2009a)³. Ce foisonnement alourdit inévitablement les coûts de transaction tant pour les donateurs que pour les pays partenaires. Les exemples d'évaluations de la gouvernance menées à l'échelon national selon un schéma parfaitement cohérent et coordonné sont très rares (encadré 7.1). S'il n'est peut-être pas possible de se mettre d'accord sur une définition commune de la gouvernance, il est néanmoins envisageable d'atteindre à une plus grande convergence sur des principes reconnus relatifs à la notion de bonne gouvernance.

Les travaux de GOVNET ont mis en évidence le fait que les donateurs ne sont guère intéressés par l'élaboration d'un outil d'évaluation unique utilisable par tous, mais que la coordination peut néanmoins être améliorée en adaptant des outils différents à des fins spécifiques, en combinant les interventions à court et à long terme et en mettant à profit les enseignements acquis dans le cadre de processus distincts pour mettre sur les rails des initiatives nouvelles. Dans cette optique, les donateurs devraient s'employer à dégager les enseignements des meilleures pratiques suivies actuellement pour perfectionner les futurs programmes de lutte contre la corruption. Les efforts qui seront entrepris devront prendre appui sur les cadres existants de coordination entre donateurs et administrations partenaires et reposer en outre directement sur des processus d'évaluation pilotés par les pays partenaires destinés à orienter la programmation et le dialogue au niveau des pays.

Encadré 7.1. Une compréhension commune de la gouvernance : exemples pris en Afrique

C'est au Rwanda que l'on trouve l'un des rares exemples d'évaluation coordonnée de la gouvernance. Il est noté que la dynamique à l'œuvre derrière cet effort de coordination est à mettre directement à l'actif du chef de l'État. Le président du Rwanda a lancé en 2006 une évaluation conjointe de la gouvernance qui a permis d'engager un processus fondé sur la collaboration et la participation de tous, processus auquel ont été associés le gouvernement, la société civile, les médias et les partis d'opposition et qui a bénéficié du soutien des donateurs et des organismes multilatéraux unis dans un effort concerté. Selon le gouvernement rwandais, cet exercice :

« ... doit déboucher sur une vision commune des progrès accomplis, des difficultés rencontrées et des priorités à respecter dans le domaine de la gouvernance ainsi que sur la définition d'un cadre d'évaluation des progrès qui seront effectués au cours des prochaines années fondé sur des indicateurs et des critères de référence convenus. Le principe essentiel réside dans la mise en place d'un socle autorisant une appropriation conjointe et un débat constructif dans le but d'améliorer la qualité et l'utilité du dialogue sur des questions en relation avec la bonne gouvernance. » (ministère de l'Administration locale, 2008).

Au Cameroun, le Projet Changer d'Habitudes – s'Opposer à la Corruption (CHOC) – qui désigne en fait un partenariat associant de nombreux donateurs* – a été lancé afin d'étudier les partenariats existants au niveau national au service de la bonne gouvernance. Cette initiative prometteuse constitue un cadre d'évaluation cohérent grâce auquel des progrès notables vont pouvoir être accomplis. Sous la conduite du Réseau GOVNET et à la suite d'une invitation du gouvernement du Cameroun, une équipe formée de représentants de plusieurs donateurs a été envoyée sur place pour effectuer une évaluation rapide de la corruption au Cameroun et proposer des mesures pour continuer à aider le pays dans son combat contre la corruption.

* Géré conjointement par l'administration camerounaise et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Il faut s'attaquer conjointement à la corruption

« L'approche fondée sur des réactions conjointes est un instrument essentiel dans le cadre de l'effort engagé pour veiller à ce que les gouvernements joignent le geste à la parole. » (Participants à un atelier entre donateurs consacré à l'amélioration de la réponse collective adoptée face à la corruption, 2009)

Comment les donateurs ont-ils abordé le problème de la corruption ? En Afghanistan, en Indonésie et au Mozambique⁴, les donateurs ont pris, en tenant compte de la situation et du contexte, diverses mesures à court terme de portée locale en réaction à des incidents liés à la corruption, consistant notamment à suspendre temporairement la distribution de l'aide, à mener à bien des audits et des enquêtes, à engager des dialogues à caractère politique au niveau bilatéral et tenter de récupérer des fonds. Les donateurs ont dans l'ensemble tenté de maintenir leur engagement afin que les objectifs de développement à plus long terme (et leurs réputations respectives) ne soient pas compromis et que l'aide demeure prévisible, conformément au programme pour l'efficacité de l'aide⁵.

Lorsque la situation devient instable, les donateurs ont tendance à concentrer leur attention sur la stabilisation, le maintien de la sécurité et l'acheminement des services

essentiels. Dans ces conditions, les donateurs continuent d'appliquer des stratégies à plus long terme pour renforcer la reddition de comptes et améliorer la transparence.

Il a toutefois été démontré que, dans un contexte se caractérisant par des hésitations et des messages brouillés, les vecteurs de la corruption restent intacts. La mise en place de mécanismes de dialogue efficaces et coordonnés peut donc contribuer à prévenir une perte de crédibilité des donateurs et à renforcer l'impact de leur effort collectif. Sauf si leur inaction devait avoir de lourdes conséquences, les administrations partenaires risquent de ne prendre aucune mesure lorsqu'elles reçoivent des messages brouillés de la part des donateurs. De même, il arrive qu'elles instituent des mécanismes de dialogue distincts avec les différents donateurs ou qu'elles privilégient des priorités stratégiques différentes selon les donateurs. Dans ces conditions, elles ont la possibilité de miser sur des partenaires au développement moins exigeants et moins critiques en jouant les uns contre les autres.

En Ouganda, les donateurs conduisent une expérience pilote de « réponse par paliers face à la corruption » fondée sur les principes du CAD sur la lutte contre la corruption. Celle-ci exige des efforts pour coordonner les réactions des donateurs face à la corruption en Ouganda, et a notamment donné lieu à la proposition d'utiliser un « scénario modulable »⁶ convenu et garantissant le respect d'un juste équilibre entre les thématiques formant l'ossature du dialogue politique entre les donateurs confrontés à des affaires de corruption. Ce scénario prendrait en considération les faits passés et présents recensés dans le domaine de la corruption afin de délivrer des messages concertés et cohérents.

Si les politiques menées par les donateurs dans les domaines de la gouvernance et de la corruption ont eu tendance à converger ces dernières années, les différences observées dans la pratique, en particulier entre les services centraux et les services sur le terrain, constituent également un obstacle à la mise en œuvre d'initiatives véritablement conjointes face à la corruption. En l'espèce, les arbitrages s'opèrent souvent entre les priorités techniques définies au niveau du pays et des considérations plus politiques classées par ordre de priorité dans les capitales des pays donateurs. En Tanzanie, par exemple, si la coordination sur le terrain entre les donateurs permet à ces derniers d'apporter une réponse claire et uniforme face à des faits de corruption, il semble néanmoins que le besoin d'un soutien plus ferme et mieux coordonné de la part des services centraux se fasse sentir⁷. Il a été admis que la réalité contraste avec les engagements et principes en matière d'appropriation et d'alignement tels que définis dans la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra et que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour combler ce décalage.

Il a également été fait état d'arbitrages entre les impératifs financiers et le besoin de stabilité (OCDE, 2009b), en particulier dans les États fragiles où coexistent un certain nombre de programmes d'action concurrents (instauration de la paix et sécurité, aide humanitaire, renforcement des institutions publiques et développement économique et social) (chapitre 6). Le manque de coordination et de concertation sur les priorités et/ou l'échelonnement dans le temps des initiatives de lutte contre la corruption peuvent avoir un retentissement notable sur l'aptitude des donateurs à combattre efficacement ce fléau dans les États fragiles. En Afghanistan par exemple, les efforts ont été axés au début sur la stabilisation et la sécurité. En raison du choix de ces priorités, il a donc été plus difficile pour les donateurs d'aborder publiquement ou dans le cadre d'un dialogue à caractère politique le problème de la corruption. Ils ont été contraints par la suite de prêter davantage d'attention à la corruption (et en particulier à l'économie de la drogue) lorsque

celle-ci s'est à ce point développée et enracinée qu'elle a commencé à menacer la paix et le développement. Cet exemple met en évidence la nécessité de s'attacher à comprendre plus profondément les interactions entre les vecteurs de conflit, la corruption et la légitimité de l'État. Les donateurs doivent se doter d'outils adéquats pour être en mesure de déceler les formes de corruption les plus déstabilisantes qu'il convient de traiter au plus vite. Le Réseau GOVNET a entrepris d'autres travaux de recherche destinés à analyser le défi sans équivalent que représente la lutte contre la corruption dans les États fragiles, en collaboration avec le Centre de ressources sur la lutte contre la corruption du Groupe d'Utstein. Ces recherches permettront aux donateurs de mieux raccorder les stratégies pour l'intégrité du secteur public au programme en faveur du renforcement de l'État et aussi de recenser les risques et les conséquences fortuites dont peuvent s'accompagner les programmes engagés pour combattre la corruption et favoriser l'intégrité.

Lorsqu'on se donne pour but d'améliorer la gouvernance et de faire reculer la corruption, il faut renforcer l'obligation faite aux élites politiques de rendre compte de leurs décisions grâce à des processus mis en place à cet effet tant sur le plan intérieur qu'au niveau international (observation de la Convention des Nations Unies contre la corruption par exemple). La responsabilité des administrations partenaires vis-à-vis de leurs citoyens est un élément qui compte. Sur cette voie, il convient toutefois de veiller avec le plus grand soin à ce que la coordination des réponses des donateurs aboutisse effectivement à un renforcement de la reddition de comptes par les administrations partenaires à leurs propres citoyens, et non à un renforcement de la reddition de comptes vis-à-vis des donateurs, et ce, en particulier dans les pays dépendant de l'aide.

Perspectives d'avenir : combattre la corruption en temps de crise

« ... il se peut que les donateurs ne soient pas en mesure de continuer à réagir face à la corruption de la même manière que par le passé s'il leur faut faire preuve d'une plus grande efficacité à court terme dans ce combat. » (OCDE, 2009b)

La crise financière qui frappe le monde ne peut qu'inciter à renforcer la surveillance exercée sur l'utilisation des fonds publics. Les travaux de recherche et d'analyse menés par GOVNET au cours des dix dernières années ont été conduits dans un contexte serein dans lequel l'accent était placé sur l'efficacité de l'aide, l'accroissement de l'aide et l'adhésion aux principes énoncés dans la Déclaration de Paris. Face à la crise économique qui secoue actuellement le monde, les priorités des donateurs sont appelées à changer au profit de la bonne gestion financière et de mesures plus urgentes de lutte contre la corruption. Si les budgets alloués à l'aide font à l'avenir l'objet d'une surveillance accrue de la part de l'opinion publique, toute aggravation de la corruption pourrait susciter des appels à les réduire. Il est donc capital de veiller à ce que les risques de corruption associés à l'aide au développement soient réduits le plus possible et à ce que des affaires retentissantes ne mettent pas en péril l'adhésion du grand public à la cause du développement.

Dans ces conditions, la réponse traditionnelle des donateurs – consistant à maintenir leur engagement en dépit de faits avérés de corruption et d'une détérioration de la situation sur le front de la gouvernance – pourrait se révéler nettement moins convaincante pour préserver la mobilisation de l'opinion en faveur du développement. Les donateurs risquent de se voir contraints d'apporter des réponses plus probantes face aux craintes de leurs opinions publiques concernant la corruption occasionnée par la distribution de l'aide internationale. Il faudra pour cela une meilleure communication sur

les mesures anticorruption, appuyée par un suivi plus étroit des évolutions dans ce domaine et des effets des mesures de lutte contre la corruption, ainsi que par le déploiement de moyens efficaces de s'assurer que les administrations partenaires rendent compte de l'utilisation des fonds publics qu'elles perçoivent (y compris de moyens de coercition en cas de corruption) et par une meilleure gestion des risques de mauvaise utilisation des ressources allouées par les donateurs au détriment de l'efficacité de l'aide.

Dans le cadre du Réseau GOVNET, les donateurs devraient poursuivre leurs efforts pour appréhender toute la palette des questions posées par la corruption, envisagée tant du côté de l'offre que du côté de la demande, évaluer dans quelle mesure l'aide peut ouvrir des brèches propices à la corruption et cerner les vecteurs de la corruption à l'œuvre à l'échelon international afin de promouvoir une action plus cohérente et mieux coordonnée au niveau des pays.

Notes

1. Les travaux du CAD dans le domaine de la gouvernance sont menés par son Réseau sur la gouvernance (GOVNET), qui fonctionne comme un forum international réunissant des spécialistes d'organismes de coopération pour le développement travaillant sur le terrain et des experts de pays partenaires.
2. On peut trouver une description complète des conclusions et recommandations énoncées dans ces études sur le site du Réseau GOVNET à l'adresse suivante : www.oecd.org/dac/governance/govassessment.
3. Un manuel pour l'évaluation de la gouvernance (OCDE, 2009c) a été élaboré pour aider les praticiens à se repérer dans l'univers des outils et méthodologies utilisés par les donateurs. Ce manuel est consultable sur le site Internet de GOVNET (www.oecd.org/dac/governance/govassessment).
4. Ces observations sont fondées sur des études de cas rétrospectives approfondies menées à bien par le Réseau GOVNET. Le Réseau a également facilité la poursuite du dialogue sur place en Tanzanie, au Honduras, au Cameroun, au Sierra Leone, en Zambie et au Pérou. Un dialogue similaire a récemment été engagé en Ouganda.
5. Les engagements pris concernant l'amélioration de la prévisibilité de l'aide semblent, d'après cette analyse, avoir pris le pas sur les engagements relatifs au renforcement de la coordination et de l'harmonisation.
6. Atelier consacré à l'élaboration de réponses stratégiques des partenaires au développement face à la corruption, organisé à Kampala, en Ouganda, les 15 et 16 septembre 2009.
7. Ces points de vue ont été exprimés à l'occasion d'une étude pilote portant sur les réponses des donateurs face à la corruption qui a été réalisée en 2007 pour le compte de GOVNET par les organismes donateurs présents sur place et coordonnée par le Department for International Development (DFID) britannique.

Bibliographie

- Carlsson, G. (2009), « Zero Tolerance Against Corruption – An Impossible Task? », *Newsmill*, 24 août 2009, consultable à l'adresse suivante : <http://innovationspanelen.wordpress.com/article-on-newsmill-24-august-2009>.
- DFID (2006), *Eliminating World Poverty: Making Governance Work for the Poor*, Livre blanc sur le développement international, Department for International Development, Londres.
- DFID (2009), *Attitudinal Tracking Study – February 2009*, rapport de recherche de l'Office central de l'information pour le Développement britannique pour le développement international, Londres.
- Ministère de l'Administration locale (2008), *Rwanda Joint Governance Assessment Report*, août 2008, ministère de l'administration locale, république du Rwanda, consultable à l'adresse suivante : www.minaloc.gov.rw/spip.php?article193.

OCDE (2003), *Synthesis of Lessons Learned of Donor Practices in Fighting Corruption*, OCDE, Paris.

OCDE (2006), *Note d'orientation et Principes sur la lutte contre la corruption : définir un programme d'action collective*, OCDE, Paris, consultable à l'adresse suivante www.oecd.org/document/34/0,3343,en_2649_34565_19392866_1_1_1_1,00.html.

OCDE (2009a), *Donor Approaches to Governance Assessments: Guiding Principles for Enhanced Impact Usage and Harmonisation*, OECD, Paris, consultable à l'adresse suivante www.oecd.org/dac/governance/govassessment.

OCDE (2009b), *Towards More Effective Collective Donor Responses to Corruption: How Have Donors Responded to Corruption in Practice?*, *Rapport de synthèse et recommandations*, OCDE, Paris.

OCDE (2009c), *Donor Approaches to Governance Assessment: 2009 Sourcebook*, OCDE, Paris.



Extrait de :

Development Co-operation Report 2010

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/dcr-2010-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Une action collective pour combattre la corruption », dans *Development Co-operation Report 2010*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/dcr-2010-10-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.